

Conférence sur l'avenir du déminage à Genève

GENEVE, 27 NOV 2010 | L'avenir du déminage sera lundi à Genève au coeur d'une conférence internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel qui progresse à grand pas en dehors de la Birmanie, désormais seul pays au monde à poser des mines, selon les experts..

Quelque 700 délégués représentant plus d'une centaine d'Etats sont attendus pour cette 10e convention sur les mines antipersonnel qui fera le point d'ici à vendredi sur le respect de ce texte adopté en 1997, entré en vigueur en 1999 et ratifié par 156 Etats.

La convention d'Ottawa exige le déminage des zones minées dans un délai de dix ans dans les régions sous la juridiction ou le contrôle des Etats et la destruction de leurs stocks dans un délai de quatre ans.

Quatre pays ne respectent pas les délais de destruction des stocks -- l'Ukraine, le Bélarus, la Grèce et la Turquie -- et devront donc s'expliquer, a indiqué à l'AFP le directeur du secrétariat de la convention, Kerry Brinkert.

Pour ce qui est de la destruction d'armes enfouies, le Venezuela est le seul Etat partie à ne pas respecter ses obligations en n'ayant pas déterré une seule mine, selon l'ONG Campagne internationale pour l'interdiction des mines (ICBL) qui attend de Caracas une "déclaration claire" sur ce sujet.

A Genève, les diplomates tenteront également de s'entendre sur les demandes de prolongation pour le déminage des zones minées pour la Colombie, le Danemark, la Guinée Bissau, la Mauritanie, le Tchad et le Zimbabwe.

"Les Etats peuvent voter s'il y a une impasse, mais jusqu'à aujourd'hui c'est la collégialité" qui a prévalu, a expliqué M. Brinkert.

Ce n'est pas la première fois que la Convention -- qui se réunit tous les ans, une fois à Genève une fois dans un autre pays -- se prononce sur de tels délais.

Pendant les cinq jours, les participants discuteront aussi "des progrès accomplis vis-à-vis de l'application du plan d'action de Carthagène" adopté en 2009, a indiqué M. Brinkert.

Ce document engage les gouvernements à entreprendre une série d'actions au cours des cinq prochaines années pour renforcer la mise en oeuvre et promouvoir l'adhésion universelle à la convention.

Car un des autres principaux défis de la réunion de Genève est, selon M. Brinkert, de "convaincre plus de pays à rejoindre" la convention.

Tous les pays du continent américain l'ont ratifiée, hormis Cuba et les Etats-Unis. Mais Washington viendra à Genève en tant qu'"observateur".

"La délégation des Etats-Unis aura à sa tête Steve Costner de l'Office de suppression et réduction des armes du Département d'Etat. C'est vraiment positif que, pour la deuxième fois, les Etats-Unis aient décidé de participer", s'est félicité M. Brinkert.

Washington est également un des cinq plus importants contributeurs au financement des activités de déminage dans le monde, les autres étant la Commission européenne, le Japon, la Norvège et l'Allemagne.

La Birmanie est le seul pays au monde qui continue de poser des mines antipersonnel après que la Russie eut décidé de ne plus en utiliser, selon l'ONG ICBL, qui a comptabilisé 3.956 victimes de mines en 2009, 28% de moins qu'en 2008.

Seuls trois pays continuent de fabriquer activement des mines: l'Inde, la Birmanie et le Pakistan. Le Népal n'en produit plus.

Des groupes non étatiques en font également usage dans six pays (Afghanistan, Colombie, Inde, Birmanie, Pakistan et Yémen)

Source : <http://www.tdg.ch/depeches/suisse/conference-avenir-deminage-geneve>
13/12/2010.